

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

*Etabli en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 (Appel d'offres ouvert)
L2125-1, R2161-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 (Accord-cadre à bons de commande)
du Code de la commande publique*

Pouvoir adjudicateur :

**Centre Hospitalier Bretagne Atlantique
Fonction Achats mutualisée**

En qualité d'Etablissement support du Groupement Hospitalier Brocéliande Atlantique

Etablissements parties bénéficiaires :

**Centre hospitalier Bretagne Atlantique
Centre hospitalier Alphonse Guérin
Centre hospitalier de Josselin
EHPAD de Malestroît
Centre hospitalier de Belle-Ile en Mer
Centre hospitalier Basse Vilaine**

Objet du marché public :

**MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES INSTALLATIONS
DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DES FLUIDES MEDICAUX
RELANCE**

SOMMAIRE

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS	3
CHAPITRE 1. PRESENTATION GENERALE	4
ARTICLE 1 DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT	4
ARTICLE 2 OBJET	4
ARTICLE 3 PROCEDURE DE PASSATION.....	4
ARTICLE 4 TYPE.....	4
ARTICLE 5 DECOMPOSITION.....	5
5.1 Allotissement.....	5
5.2 Options.....	5
ARTICLE 6 DUREE.....	5
ARTICLE 7 LIEUX D'EXECUTION	5
ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
CHAPITRE 2. MODALITES GENERALES D'EXECUTION	7
ARTICLE 9 QUALITE DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 10 OBLIGATION DE RESULTAT.....	7
ARTICLE 11 CADRE D'INTERVENTION	7
ARTICLE 12 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE.....	8
12.1 Désignation des agents	8
12.2 Tenue et comportement du personnel	9
12.3 Propreté des locaux	9
12.4 Fournitures.....	9
ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE	9
ARTICLE 14 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	12
14.1 Elaboration de devis	12
14.2 Emission du bon de commande.....	13
ARTICLE 15 CLAUSE DE REEXAMEN	13
15.1 A l'initiative du Pouvoir adjudicateur	14
15.2 A l'initiative du Titulaire	14
ARTICLE 16 AUTRES CONDITIONS D'EXECUTION.....	15
16.1 Suivi d'exécution du marché public.....	15
16.2 Obligation de conseil.....	15
16.3 Discretion et confidentialité	15
16.4 Protection des données personnelles	16
16.5 Assurances	17
16.6 Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement	18
16.7 Régularité de la situation fiscale et sociale	18
16.8 Notification	20
16.9 Restitution en fin de marché	20
16.10 Documentation technique.....	21
CHAPITRE 3. PRIX ET REGLEMENT	22
ARTICLE 17 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	22
17.1 Type de prix	22
17.2 Contenu des prix.....	22
17.3 Variation des prix	23
ARTICLE 18 MODALITES DE REGLEMENT	24
18.1 Présentation des factures	24
18.2 Délai de paiement	25
18.3 Suspension du délai de paiement.....	26
18.4 Intérêts moratoires	26
18.5 Avances	26
ARTICLE 19 PENALITES	26
CHAPITRE 4. LITIGES	28
ARTICLE 20 RESILIATION	28
ARTICLE 21 LITIGES ET RECOURS.....	28
CHAPITRE 5. DEROGATIONS AU CCAG / FCS.....	29

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

PREAMBULE. PRESENTATION DES GROUPEMENTS

Par convention signée le 1^{er} juillet 2016, le Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique (GHBA) a été constitué entre les établissements suivants :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
- L'Etablissement Public de Santé Mentale Morbihan (Saint Avé) ;
- Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
- L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Malestroit ;
- Le Centre hospitalier de Josselin ;
- Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
- Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique est l'Etablissement support du groupement hospitalier de territoire.

Conformément à l'article L6132-3 3° du Code de la santé publique, l'Etablissement support assure la fonction Achat pour le compte des Etablissements parties. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat ;
- La planification des marchés publics ;
- La passation des marchés publics et de leurs avenants.

L'exécution des marchés publics qui comprend notamment l'émission des commandes, la vérification du service fait, la liquidation des factures et leur mandatement, relève des Etablissements parties.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} mars 2021, l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) La Rose des Vents de Quiberon a intégré la Direction commune regroupant le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, le Centre hospitalier Alphonse Guérin, le Centre hospitalier de Josselin, l'EHPAD de Malestroit et le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer.

Le 3 mai 2021, l'EHPAD La Rose des Vents et le Centre hospitalier Bretagne Atlantique ont signé une convention constitutive de groupement de commandes afin de permettre à l'EHPAD de bénéficier des marchés publics passés par le Centre hospitalier Bretagne Atlantique.

ARTICLE 1 DEFINITION DES PARTIES AU CONTRAT

Le marché public est conclu entre :

- Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique, en sa qualité d'Etablissement support du Groupement hospitalier Brocéliande Atlantique, pour le compte des Etablissements parties suivants :
 - o Le Centre hospitalier Bretagne Atlantique (Vannes et Auray) ;
 - o Le Centre hospitalier Alphonse Guérin (Ploërmel) ;
 - o Le Centre hospitalier de Josselin ;
 - o L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes de Malestroit ;
 - o Le Centre hospitalier de Belle-Ile-en-Mer (Le Palais) ;
 - o Le Centre hospitalier Basse Vilaine (Nivillac).

Dénommés ci-après « *l'Etablissement* » ;

Et

- L'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques retenu au titre du marché public, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « *le Titulaire* ».

ARTICLE 2 OBJET

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ont pour objet de définir les conditions suivant lesquelles le Titulaire s'engage à assurer la maintenance préventive et curative des installations de production et de distribution des fluides médicaux des Etablissements listés à l'Article 1^{er}.

Les caractéristiques techniques des prestations attendues sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 3 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent marché public est passé après mise en concurrence en la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 TYPE

Il s'agit :

- D'un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique,
- De services,
- Mono-attributaire,
- Conclu sans minimum en quantité ou en valeur, avec un maximum annuel en valeur de **597 000,00 € HT**.

Le maximum annuel en valeur constitue la limite supérieure des obligations contractuelles du Titulaire. Les estimations prévisionnelles annuelles par Etablissement qui figurent en Annexe 2 du CCAP, sont des données indicatives, définies à partir des consommations des années précédentes et/ou des projections ; elles n'ont aucun caractère contractuel.

ARTICLE 5 DECOMPOSITION

5.1 Allotissement

Prestations divisées en lots : ☐ Oui ☒ Non

Le marché public ne donne pas lieu à allotissement, son objet formant un ensemble cohérent et ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

5.2 Options

Au sens du Droit communautaire, les options sont les suivantes :

Le marché public comporte des tranches optionnelles : ☐ Oui ☒ Non

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, et si les conditions décrites à cet article sont remplies, le Pouvoir Adjudicateur se réserve, le cas échéant, le droit de passer des marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

☐ Oui ☒ Non

Le marché public peut faire l'objet de reconductions : ☒ Oui ☐ Non

ARTICLE 6 DUREE

Le marché public s'exécute à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Il est renouvelable par tacite reconduction au 1^{er} janvier par période de douze (12) mois dans la limite de trois (3) renouvellements, sauf décision expresse de non reconduction de l'Etablissement support adressée soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit via le profil d'acheteur, deux (2) mois avant la date d'échéance du marché public.

La durée totale du marché public n'excèdera pas quarante-huit (48) mois.

Le Titulaire du marché public ne peut s'opposer à la tacite reconduction. La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

ARTICLE 7 LIEUX D'EXECUTION

Le site, l'emplacement, la marque de chaque installation à entretenir sont définis dans les annexes 1 et 2 du CCTP.

ARTICLE 8 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS), les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe :
 - ✓ Annexe 1. Financière ;
- Le présent CCAP et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Modalités de facturation des Etablissements parties ;
 - ✓ Annexe 2. Estimations prévisionnelles par Etablissement partie ;

- Le CCTP et ses annexes :
 - ✓ Annexe 1. Liste des installations ;
 - ✓ Annexe 2. Inventaire des prises ;
 - ✓ Annexe 3. Coordonnées du personnel technique des Etablissements parties ;
 - ✓ Annexe 4. Adresses des sites des Etablissements parties ;
 - ✓ Annexe 5. Plans de masse des Etablissements parties ;
- Le CCAG / FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal officiel le 1^{er} avril 2021 ;
- La réponse technique du Titulaire remise lors de la consultation ainsi que ses éventuelles réponses aux demandes de précision en phase d'analyse, en tant qu'elles complètent sans remettre en cause le présent contrat et uniquement pour les engagements unilatéraux du Titulaire.

En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre sert à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties est recherchée.

Il ne peut être apporté aucune réserve aux pièces désignées ci-dessus.

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces du marché public.

Les pièces générales sont réputées être connues par le Titulaire. Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous textes administratifs nationaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au présent marché public.

ARTICLE 9 QUALITE DES PRESTATIONS

Toutes les mesures sont prises par le Titulaire pour respecter les stipulations du marché public, les normes et spécifications techniques applicables, et notamment celles visées au CCAP et au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation

Les nouvelles dispositions réglementaires qui pourraient intervenir entre la date d'établissement du présent CCAP et l'exécution de la prestation se substitueront de plein droit aux dispositions susvisées dans la mesure où elles auraient pour effet de les modifier ou de les rendre caduques.

Au cours de l'exécution du marché, le Titulaire doit se conformer à toute évolution de la réglementation. Dans cette hypothèse, le Titulaire est tenu d'en informer l'Etablissement.

Le Titulaire s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soit de qualité similaire pendant toute la période d'exécution du marché public.

Le Titulaire s'engage de façon générale à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels et des règles de l'art relatifs aux prestations du présent marché public.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire est expressément soumis à une obligation de résultat impliquant que le Titulaire doit constamment s'adapter et mettre en œuvre tous ses moyens (matériels et humains) afin de maintenir en permanence une prestation conforme aux exigences définies dans les documents du marché public, les normes et les réglementations applicables.

ARTICLE 11 CADRE D'INTERVENTION

Le Titulaire doit :

- Rencontrer le référent de l'Etablissement lors d'une visite préalable pour connaître les contraintes d'accès aux installations et aux locaux et prendre connaissance des consignes de sécurité à respecter,
- Prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ne pas perturber la bonne marche du service dans lequel il intervient. A cet effet, il doit prévoir un périmètre de sécurité adapté, en isolant, s'il le faut, les endroits où il travaille, afin de limiter la gêne engendrée par ses prestations,
- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de la prestation. Dans le cas où la réglementation n'est pas respectée, l'intervention est arrêtée et remise à une date ultérieure et tout retard pris à cause du non-respect de ladite réglementation est à la charge du Titulaire,
- Respecter les consignes d'hygiène en vigueur ou appliquées dans les services.
- Se conformer aux dispositions particulières imposées par l'Etablissement dans son fonctionnement lorsque la réalisation de la prestation nécessite une intervention dans des secteurs sensibles ou protégés

Les interventions du Titulaire doivent être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée.

Le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- De la nécessité de maintenir l'activité de l'Etablissement,
- Des contraintes dues à la destination, notamment des horaires possibles d'intervention du fait de l'exploitation des sites,
- De la consistance et de l'état des équipements et installations dont il doit assurer la maintenance,
- Des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificité des sites.

Le Titulaire est réputé avoir contrôlé toutes les indications portées dans les documents composant le marché public, notamment celles données par le CCTP et ses annexes, et recueilli les renseignements complémentaires éventuels auprès

de l'Etablissement. Le Titulaire déclare en conséquence avoir pris toute la mesure des besoins, notamment en termes de qualité de services et de délais d'exécution. Le Titulaire ne peut se prévaloir, ni pour éluder ses obligations définies au présent marché public, ni pour élever une quelconque réclamation, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération de maintenance décidée par l'Etablissement.

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance, et il lui appartient de compléter les opérations ou de les modifier pour garantir les objectifs de résultats. Pour ce faire, le Titulaire doit notamment se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des installations.

ARTICLE 12 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

12.1 Désignation des agents

Le Titulaire désigne nommément la ou les personnes susceptibles d'intervenir sur les installations concernées. Les personnes désignées par le Titulaire sont seules autorisées pour l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre. Elles possèdent la qualification professionnelles et l'habilitation et / ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire doit présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'Etablissement.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le Titulaire. Il est l'interlocuteur principal de l'Etablissement.

Une liste de ces personnes est fournie à l'Etablissement et mise à jour par le Titulaire.

L'Etablissement doit être informé de tout changement de responsable.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le Titulaire doit :

- En informer sans délai l'Etablissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations;
- Proposer à l'Etablissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionné à l'alinéa précédent.

Si l'Etablissement récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quinze (15) jours pour proposer un autre remplaçant.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, l'absence de récusation par l'Etablissement du remplaçant ne vaut en aucun cas admission tacite de ce dernier mais rejet.

L'Etablissement peut demander à tout moment le remplacement du personnel d'intervention pour des motifs professionnels ou autres. Ce remplacement doit intervenir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande ; ce délai peut être réduit à 24h si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent accord-cadre ou en cas de faute grave.

Le Titulaire doit assurer la stabilité de son personnel de façon à privilégier une meilleure connaissance des installations et des interlocuteurs du site par son personnel.

Il appartient au Titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de présence et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

12.2 Tenue et comportement du personnel

Le personnel du Titulaire doit être muni d'une tenue reconnaissable et d'un badge lors des interventions sur les sites. Il doit impérativement se présenter au référent du site de l'Etablissement au début et en fin de chaque intervention. Il doit respecter le lieu et le planning d'intervention.

12.3 Propreté des locaux

Après son intervention, le Titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux où il a été amené à intervenir.

12.4 Fournitures

Le Titulaire fournit à son personnel, et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant et spécialisé et les appareils de mesure et de contrôle.

Le Titulaire a également à sa charge la fourniture des éventuels produits et consommables nécessaires aux tests et contrôles, ainsi que les fournitures nécessaires à l'émission des rapports, y compris les supports informatiques.

ARTICLE 13 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations faisant l'objet du marché public (montant des prestations supérieur à 600 € TTC) sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitant(s) et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par l'Etablissement concerné.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'Etablissement, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En application de l'article 4 du Décret n° 2008-407 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par l'Etablissement est identique à celui prévu au marché public pour le paiement du Titulaire.

Pour chaque sous-traitant, le Titulaire doit joindre en sus de l'acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) les documents suivants :

- **Capacité économique et financière** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède les ressources financières suffisantes pour être à même d'exécuter les prestations prévues au marché. Afin de justifier de sa capacité économique et financière, le sous-traitant doit produire une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

- **Capacité technique et professionnelle** : le sous-traitant doit apporter la preuve qu'il possède la capacité technique et professionnelle pour exécuter le marché. Afin de justifier de sa capacité technique et professionnelle, le sous-traitant doit fournir les documents suivants :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du sous-traitant.
 - Le certificat établi par des instituts ou services officiels chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures par des références à certaines spécifications techniques, suivant : la copie du certificat de marquage CE obtenu par le candidat pour les réseaux de fluides médicaux classe IIb selon la directive 93/42/CEE ou le règlement 2017/745. Toutefois, d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les sous-traitants sont acceptées, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés
- Une déclaration sur l'honneur justifiant que le sous-traitant n'entre pas dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-10 du Code de la commande publique, notamment qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Cette déclaration est contenue dans le formulaire DC4.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L2141-1, L2141-4 et L2141-5 du Code de la commande publique une **Déclaration sur l'honneur à jour et datant au maximum de moins de trois mois.**
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, le sous-traitant produit son **numéro unique d'identification** permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
Lorsque le sous-traitant est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, à savoir :
- Un **certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la TVA** délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur, **datant au maximum de moins de trois mois.**
 - Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant au maximum de moins de six mois** (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
A noter que la période de validité de six (6) mois est calculée à partir de la date à laquelle le sous-traitant est en situation régulière vis-à-vis de l'organisme de recouvrement des cotisations, telle que mentionnée dans le paragraphe « Attestation de l'Union de recouvrement ».
 - Le cas échéant, un **certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires** délivré par ces mêmes caisses, **datant au maximum de moins de six mois.**
 - Le cas échéant, un **certificat de cotisation retraite** délivré par l'organisme **PRO BTP**, **datant au maximum de moins de six mois.**
- Le sous-traitant produit en outre les pièces prévues aux articles D8222-5 du Code du travail, à savoir :
- Un **extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), à jour et datant au maximum de moins de trois mois ;**
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au

registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Le sous-traitant produit également, en application de l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir la **liste nominative des salariés étrangers** employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail ou l'attestation sur l'honneur que l'opérateur économique n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation, **à jour et datant au maximum de moins de six mois**.
En application de l'article D8254-2 du Code du travail, cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, outre son identité, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- **Les pouvoirs de la personne physique habilitée à engager le sous-traitant** (statuts de la société, extrait K-bis à jour et de moins de trois mois, délégation de signature donnée au signataire par une personne habilitée à représenter juridiquement la personne morale, ...).

Pour les sous-traitants directs, leur relevé d'identité bancaire ou postal doit également être joint.

Pour les sous-traitants indirects, les pièces particulières permettant de garantir leur paiement doivent être transmises à l'Etablissement concerné (caution personnelle et solidaire de l'entrepreneur principal).

En outre, le Titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-3 du code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

En cas de nantissement ou de cession de créances, le Titulaire doit obtenir la modification de l'exemplaire unique.

Si l'exemplaire unique a été donné en vue du nantissement et ne peut être restitué, le Titulaire doit justifier :

- Soit que le nantissement du marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée ;
- Soit que ce nantissement a été réduit de manière à réaliser cette condition.

Cette justification résulte d'une attestation du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement notifié ou signifié ainsi que les variations de ce montant provenant des notifications ou des significations ultérieurement prises en charge au titre de ce même marché.

Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu. En outre, toutes les obligations mises à la charge du Titulaire du marché en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ou encore de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du Titulaire. En cas de violation de ces dernières, le Titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/FCS, l'Etablissement notifie au Titulaire l'exemplaire de l'acte spécial et informe chacun des sous-traitants concernés.

Le Titulaire qui, sciemment, fournit des renseignements inexacts, tant à l'appui de sa demande d'acceptation de sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement figurant dans le contrat de sous-traitance que dans le document constatant cette acceptation et cet agrément, peut encourir la résiliation du marché à ses frais et risques.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise Titulaire du marché.

En cours d'exécution du contrat, le Titulaire est tenu de notifier sans délais à l'Etablissement toutes modifications dans la répartition des prestations entre le Titulaire et les sous-traitants payés directement ou entre les sous-traitants eux-mêmes.

ARTICLE 14 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

14.1 Elaboration de devis

L'Etablissement peut émettre une demande de devis auprès du Titulaire par fax ou messagerie électronique en lui précisant les caractéristiques du besoin, le détail des prestations à exécuter, les contraintes notamment liées au site ainsi que tous les éléments nécessaires à l'appréhension du dossier (adresse, coordonnées des interlocuteurs internes, bâtiment, localisation, photos ...).

Le Titulaire établit le devis nécessaire à la réalisation des prestations et indique les délais de réalisation (délai d'approvisionnement, date de début, durée des prestations ...). Puis, il le communique à l'Etablissement par messagerie électronique.

Ce devis est établi sur la base des prix figurant à l'Annexe financière.

Pour les pièces détachées non prévues à l'Annexe financière et dont l'Etablissement aurait besoin au cours de l'exécution du marché, le Titulaire fait une proposition de prix correspondant au tarif figurant sur la facture du fournisseur du Titulaire, affecté d'un coefficient de revente figurant à l'Annexe financière, et de délai de réalisation sous la forme d'un devis. Le montant total de ces prestations ne doit pas représenter plus de 10 % du maximum annuel en valeur.

Dans l'hypothèse où une visite sur place n'est pas nécessaire, le Titulaire dispose d'un délai maximum de trois (3) jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis pour transmettre son devis complet et détaillé à l'Etablissement. Dans le cas où une visite sur place est nécessaire, le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis pour établir un devis.

En cas d'urgence, l'Etablissement prend contact avec le Titulaire par téléphone. L'Etablissement confirme sa demande par mail en précisant la date et l'heure de l'appel téléphonique passé. Le devis doit être émis :

- Le jour même avant 18h30 pour une demande formée avant 12h00,
- Le lendemain avant 12h00 pour une demande formée la veille entre 12h00 et 18h30.

Le devis peut également être émis à l'initiative du Titulaire suite à la visite préventive si ce dernier détecte des équipements à changer.

Le devis comporte au minimum les informations suivantes :

- Les informations concernant l'accord-cadre :
 - o Le numéro du marché et son objet ;
 - o L'identification du Titulaire (dénomination sociale, numéro SIRET ou SIREN, adresse, identité bancaire) ;
- Les informations sur la prestation :
 - o La nature de la prestation ;
 - o Le lieu de réalisation de la prestation ;
 - o Les intitulés des lignes de l'Annexe financière avec leur montant HT ;
 - o Les prix des pièces détachées non prévues à l'Annexe financière ;
 - o Les délais maximum d'approvisionnement et de mise en œuvre en jours calendaires ;
- Le montant total HT et TTC ;
- Le taux de TVA applicable.

A noter que l'établissement d'un devis par le Titulaire ne donne lieu à aucun frais.

Le montant du devis, une fois accepté par l'Etablissement, est ferme et définitif et ne peut donner lieu à régularisation (y compris en cas de sous-estimation de la prestation à réaliser). Le Titulaire est réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour l'exécution du bon de commande. Il ne saurait revendiquer de

coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution. Le bon de commande relatif au devis est à prix global et forfaitaire.

L'Etablissement est réputé avoir accepté expressément le devis proposé par l'envoi au Titulaire d'un bon de commande.

L'Etablissement se réserve la possibilité de refuser en tout ou partie le devis et de demander au Titulaire de lui en proposer un nouveau, et ce sans frais.

En cas d'impossibilité de trouver un accord entre l'Etablissement et le Titulaire, l'Etablissement se réserve la possibilité de recourir à un prestataire extérieur et de prononcer la résiliation du marché public au frais et risques du Titulaire conformément aux dispositions de l'article 20 du présent document.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité si les devis n'ont pas de suite.

14.2 Emission du bon de commande

Les bons de commande sont émis pour les prestations ne relevant pas de la maintenance préventive.

Les bons de commande émanent de l'Etablissement et sont signés par son Directeur ou la personne ayant reçu délégation de signature. Seules les commandes passées par le représentant de l'Etablissement donnent lieu à paiement des factures correspondantes.

Ces bons adressés par e-mail, fax, ou courrier, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de la prestation,
- La date d'exécution de la prestation souhaitée,
- La désignation de la prestation,
- La quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant TTC de la commande

Les bons de commande peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité du marché, sans que la durée d'exécution des bons de commande n'excède deux (2) mois après la date d'échéance du marché. Toute prestation engagée avant l'échéance du présent marché est réalisée et / ou poursuivie jusqu'à son achèvement complet.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'Etablissement dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

14.3 Annulation d'un bon de commande

L'Etablissement peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le Titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 15 CLAUSE DE REEXAMEN

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant. L'ensemble des modifications ne peut avoir une incidence supérieure à 50% sur le maximum annuel en valeur.

15.1 A l'initiative du Pouvoir adjudicateur

- Modification dans la composition du parc des installations à entretenir, avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.
- Intégration ou suppression d'un site devenue nécessaire avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.
- Intégration d'une prestation complémentaire, similaire ou associée de même nature que celles du marché public devenue nécessaire avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.
- Modification des prestations à réaliser pour un site (suite à la réalisation de travaux de construction par exemple) avec modification le cas échéant du maximum annuel en valeur.

15.2 A l'initiative du Titulaire

- Cession du marché public : le Titulaire initial peut, à la suite d'une opération de restructuration (fusion-absorption, cession d'une ou de différentes activités, l'acquisition d'une nouvelle activité ...) à une autre entreprise, céder le marché public à un nouveau Titulaire.

Le cessionnaire pressenti doit :

- Présenter les garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché public pour la durée restante de celui-ci ;
- Justifier ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communique les pièces suivantes :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations, objet du marché public, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.
- La présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Les documents de preuve permettant de justifier qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation des marchés publics.
- La date à laquelle la cession doit intervenir.

L'Etablissement support se prononce sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que l'Etablissement support ne peut refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises.

L'avenant de transfert est rédigé sur présentation d'un extrait K Bis du registre du Commerce du cessionnaire, d'une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques en cas d'opération de restructuration et d'un RIB en cours de validité du cessionnaire.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer l'Etablissement support de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant la personne ayant qualité pour le représenter, la forme de l'entreprise, la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, son adresse ou son siège social, ses coordonnées bancaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le Titulaire fait parvenir à l'Etablissement support, selon le cas, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et / ou un RIB en cours de validité. Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation et sont sans influence sur les prix du Titulaire.

- Evolution technologique des installations durant la période d'exécution du marché public : le Titulaire peut proposer une prestation complémentaire, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché public initial ou à des conditions financières plus avantageuses.

ARTICLE 16 AUTRES CONDITIONS D'EXECUTION

16.1 Suivi d'exécution du marché public

Le Titulaire transmet le tableau de statistiques relatif aux prestations et au chiffre d'affaires réalisés à l'Etablissement support afin que celui-ci puisse effectuer le suivi de l'exécution du marché public, ce pour l'ensemble des Etablissements.

Ce tableau est transmis :

- Soit au cours du mois de janvier suite à la reconduction du marché public,
- Soit lorsque le montant commandé par l'ensemble des Etablissements atteint 80% du maximum annuel en valeur.

Ces données sont adressées sous format Excel par lot et par Etablissement, et comprennent les éléments suivants :

- Nom de l'Etablissement
- Désignation de la prestation
- Quantité annuelle (unités)
- Prix HT
- Total HT annuel
- Total TTC annuel

En fin de marché public, le Titulaire fournit un tableau récapitulatif présentant les données par année.

Le tableau est envoyé à l'adresse suivante : stephanie.legay@ch-bretagne-atlantique.fr

16.2 Obligation de conseil

Le Titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Etablissement dans le cadre de l'exécution du marché. Il s'engage à informer sans délai l'Etablissement ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché public.

Le Titulaire s'engage à conseiller l'Etablissement dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché public.

Si les conseils, les informations et les recommandations sont formulés oralement à l'Etablissement, elles donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

16.3 Discretion et confidentialité

Le Titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement. Ces obligations doivent perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'applique pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

16.4 Protection des données personnelles

16.4.1 Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'Etablissement les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le Titulaire du marché public.

L'expression « le responsable du traitement » désigne l'Etablissement concernant les obligations relatives à l'exécution des prestations objet du marché public.

Les opérations qui peuvent être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, l'effacement ou la destruction.

16.4.2 Obligation du sous-traitant

Le Titulaire est autorisé à traiter, pour le compte du responsable de traitement visé à l'article 16.4.1 des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du présent marché public.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'Etablissement en charge du suivi et de l'exécution des prestations du présent marché public (techniciens, acheteurs, gestionnaires, assistants achat, Direction générale, Direction des achats, contrôle de gestion, service juridique).

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché public ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

16.4.3. *Droits des personnes*

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement de l'Etablissement.

16.4.4. *Violation des données à caractère personnel*

Le sous-traitant notifie sous 36 heures maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

16.4.5. *Fin du contrat*

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

16.4.6. *Clause de réexamen*

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du Pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

16.5 **Assurances**

Le Titulaire est responsable de l'ensemble des dommages qui pourraient être causés au personnel ou aux biens de l'Etablissement concerné, ou à des tiers, du fait de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants.

Le Titulaire atteste avoir souscrit, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, une assurance responsabilité civile professionnelle concernant l'ensemble des prestations exécutées dans le cadre de ce marché public.

Le Titulaire atteste que cette assurance comprend les dommages matériels, les dommages corporels, les dommages immatériels, les dommages concernant les matériels, les logiciels, la fourniture du service, les pertes ou endommagement de données.

Le Titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile, professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle du fait des dommages corporels, matériels, et immatériels causés à l'Etablissement concerné et à tout tiers dans le cas de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes d'assurance afin que l'Etablissement concerné puisse faire valoir ses droits en qualité de bénéficiaire, et à en justifier à première demande de l'Etablissement concerné jusqu'à la fin du marché.

A ce titre, le Titulaire s'engage à communiquer à l'Etablissement concerné une attestation d'assurance lors de la notification du marché ainsi qu'au début de chaque nouvelle période garantie par l'assurance, ou si la police d'assurance prévoit des modifications substantielles.

16.6 Protection de la main d'œuvre, des conditions de travail et de l'environnement

16.6.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au Titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants, sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'Etablissement se réserve le droit de demander à tout moment au Titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le Titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché public, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

16.6.2. Protection de l'environnement

Le Titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant. Néanmoins, l'Etablissement se réserve la possibilité de demander au Titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG/FCS, en cas d'évolution de la réglementation en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ; elles sont mises en place par le Titulaire sous sa responsabilité.

16.7 Régularité de la situation fiscale et sociale

16.7.1. Vérifications périodiques de la régularité de la situation du Titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8222-5 ou D822-7 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Lorsque le Titulaire est établi en France :
 - o Une **attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale**, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, et **attestant également de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** prévue aux articles L5212-2 à L5212-5 du Code du travail, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant au maximum de moins de six mois** (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).
A noter que la période de validité de six (6) mois est calculée à partir de la date à laquelle le Titulaire est en situation régulière vis-à-vis de l'organisme de recouvrement des cotisations, telle que mentionnée dans le paragraphe « Attestation de l'Union de recouvrement ».

- Le cas échéant, un **certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries** délivré par ces mêmes caisses, datant au maximum de moins de six mois.
- Le cas échéant, un **certificat de cotisation retraite** délivré par l'organisme PRO BTP, datant au maximum de moins de six mois.
- Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D8222-5 du Code du travail) :
 - Un **extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis), à jour et datant au maximum de moins de trois mois ;**
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Lorsque le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger (article D8222-7 du Code du travail) :
 - Dans tous les cas, les documents suivants :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales ;
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations ci-dessus énumérés sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail, l'Etablissement se fait remettre, par le Titulaire, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- La **liste nominative des salariés étrangers** employés par le cocontractant et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2 du Code du travail ou l'attestation sur l'honneur que l'opérateur économique n'emploie pas de salariés étrangers soumis à cette obligation, à jour et datant au maximum de moins de six mois.
En application de l'article D8254-2 du Code du travail, cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, outre son identité, sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cocontractant établi hors de France produit également :
 - o En l'absence de détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur confirmant que l'opérateur économique n'emploie aucun salarié détaché en France au titre du contrat, n'a effectué aucune déclaration de détachement auprès de l'administration française et s'engage à informer immédiatement l'Etablissement en cas de modification de cette situation ;
 - o Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés (article R1263-12 du Code du travail) :
 - L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R1263-5 et R1263-7 du Code du travail ;
 - Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L1263-6, L1264-1, L1264-2 et L8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Le Titulaire doit adresser tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à l'Etablissement, en recommandé avec avis de réception.

Les obligations ci-dessus définies s'appliquent également aux cotraitants et aux sous-traitants.

16.7.2. *Sanctions en cas d'irrégularités constatées*

En cas de non transmission par le Titulaire des documents attendus et après mise en demeure de régulariser sa situation adressée par l'Etablissement et restée infructueuse, le Pouvoir adjudicateur résilie le présent marché, sans indemnités pour faute du Titulaire, à ses frais et risques, dans les conditions prévues au présent CCAP.

16.8 Notification

La notification au Titulaire des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du Titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement. A défaut, l'adresse électronique retenue est celle enregistrée dans le registre de dépôts des offres. Le Titulaire s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'Etablissement support dans les plus brefs délais.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG/FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, le Titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de cinq jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG / FCS, la notification du marché comprend uniquement une copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

16.9 Restitution en fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin de marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement, et à restituer la documentation qui lui a été remise.

Il laisse en place les originaux des carnets d'entretien.

16.10 Documentation technique

La documentation remise reste la propriété de l'Etablissement. Elle n'est utilisée par le Titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent contrat. Elle est mise à jour par le Titulaire en cas de modifications consécutives à ses interventions.

ARTICLE 17 MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

17.1 Type de prix

Le présent marché public est traité à prix forfaitaires et à prix unitaires.

Les prix du marché public sont établis hors T.V.A. Le taux de la T.V.A. appliqué sur les prix hors taxes sera celui en vigueur à la date de mandatement.

De manière exceptionnelle, l'Etablissement peut commander, au fur et à mesure de ses besoins, des équipements / pièces / prestations complémentaires de même gamme que celle du marché public, non listés à l'annexe financière. Ces équipements / pièces / prestations sont commandées, sur la base des coûts de main d'œuvre figurant à l'Annexe financière et des tarifs présents sur les factures des fournisseurs du Titulaire, affectés d'un coefficient de revente figurant à l'Annexe financière. Il est précisé que ces équipements / pièces / prestations sont strictement conformes à l'objet du marché public et que les commandes correspondantes ne peuvent dépasser, dans tous les cas, 10 % du maximum annuel en valeur.

17.2 Contenu des prix

▪ Prix forfaitaires

Les prix forfaitaires figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement (Article 1 Maintenance préventive – Postes portant la mention « Forfait annuel »).

Le forfait comprend :

- Les opérations de maintenance préventive ;
- Les pièces défectueuses et changées de manière préventive ainsi que leur transport ;
- La formation des usagers ;
- La création et la mise à jour permanente des synoptiques et de la signalisation ;
- Les produits consommables et petites fournitures.

Chacune des prestations ci-dessus comprend :

- Toutes les charges fiscales, parafiscales et autres auxquelles sont soumises les prestations ;
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance et au transport ;
- Les frais liés aux pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires à la réalisation des prestations ;
- Les frais de main d'œuvre et de déplacement ;
- Les frais liés à la GMAO ;
- Les frais de d'études, de conseils, d'analyses, de courriels, de communications téléphoniques pour tous les contacts relatifs à une sollicitation de l'Etablissement ;
- Les frais de rédaction, de bureautique, de reprographie ;
- Les frais de dossier, fixes ou administratifs ;
- Tous les accessoires nécessaires à une parfaite exécution du marché,
- Les frais liés aux opérations d'élimination des déchets,
- Tous les autres frais supportés par le Titulaire pour l'exécution de la prestation ;
- Et les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Le prix forfaitaire comprend les frais correspondants à l'obligation de résultat faite au Titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assumer l'ensemble des interventions de maintenance préventive. Le Titulaire est donc réputé avoir évalué et valorisé intégralement les prestations à réaliser et les moyens mis en œuvre pour

l'exécution du marché public. Il ne saurait revendiquer de coûts supplémentaires ou invoquer une évaluation insuffisante. Le Titulaire prend à sa charge toutes les conséquences de son intervention dès son commencement d'exécution.

La stratégie tarifaire adoptée par le Titulaire pour obtenir le marché public doit être maintenue pendant toute sa durée d'exécution.

▪ Prix unitaires

Les prestations traitées à prix unitaires sont les suivantes :

- L'entretien et le contrôle des prises et unités de détente ;
- Les interventions curatives/correctives ;
- Les travaux de modernisation (y compris de modification des services) ou de mise en conformité des équipements à la demande du centre hospitalier ;
- Les interventions effectuées consécutives à un acte de malveillance, d'une utilisation anormale des équipements, à la survenance d'une catastrophe naturelle ;
- La réparation des dommages dus à une modification de l'équipement par une personne de l'établissement non autorisée par le titulaire. Cet alinéa ne s'applique pas aux techniciens de l'Etablissement formés par le Titulaire.
- Toute autre prestation hors forfait.

Pour toute prestation hors forfait non listées à l'article 2 – A) de l'annexe financière, les prix de main d'œuvre utilisés sont ceux précisés dans l'article 2 – B de l'annexe financière « Coût de main d'œuvre et de déplacement » :

- Taux horaire d'intervention (pour maintenance corrective et prestations non listées à l'article 2 - A)
- Forfait de déplacement (uniquement pour maintenance corrective)

Les frais de diagnostic et de recherche de panne, de tests, essais et remise en service, les frais de déplacement les frais liés à l'outillage nécessaires à la réalisation des prestations sont inclus dans le tarif horaire.

Le montant du forfait de déplacement utilisé est celui précisé l'article 2 – B) de l'annexe financière (« Coût de main d'œuvre et de déplacement »). Il correspond à un aller/retour.

Le prix des pièces détachées non listées à l'article 2 – A) de l'Annexe financière est celui précisé dans la facture du fournisseur du Titulaire, affecté d'un coefficient de revente figurant dans l'annexe financière et couvrant la livraison sur site, les frais généraux, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

17.3 Variation des prix

Les prix s'entendent fermes jusqu'au 31 décembre 2025 et révisables par la suite chaque 1^{er} janvier en cas de reconduction.

A l'issue de chaque période et en cas de reconduction, ce prix est automatiquement reconduit pour la période suivante, sauf demande de révision de prix formulée par le Titulaire, au cours du 1^{er} mois de reconduction de la période considérée, à l'adresse de l'Etablissement. Si la révision n'est pas expressément demandée ou si le Titulaire omet de l'appliquer dans ses factures du 1^{er} trimestre de la nouvelle période contractuelle, les prix applicables restent ceux de l'offre initiale ou de la période antérieure, et le Titulaire est réputé renoncer à cette révision pendant toute la durée de la nouvelle période contractuelle.

La révision prévue ci-dessus est effectuée par application aux prix du marché de la formule suivante :

- **Prix forfaitaires :**

$$P1 = Po \times [0,15 + (0,65 \times ICHTIME/CHTIMEo) + (0,20 \times FSD2/FSD2o)]$$

Dans laquelle :

P1	Nouveau prix de règlement des prestations
Po	Prix initial hors TVA

ICHTIME	Indice du Coût Horaire du Travail Tous Salariés industries mécaniques et électriques - Identifiant 001565183
FSD2	Indice des produits et services divers Modèle de référence n°2 L'indice FSD2 résulte de la combinaison de 3 indices publiés par l'INSEE : 72% EBIQ + 20% TCH + 8% ICC dont les modalités de calcul ont été fixées par la DGCCRF (BOCCRF du 30 septembre 2004). Identifiant EBIQ : 010764358 Identifiant TCH : 001763861 Identifiant ICC Moyenne des 4 derniers indices (correspondant à l'indice du "coût de la construction" de l'Insee) : 000604030

ICHTIMEo et FSD2o étant les indices à la date d'établissement des prix (mois de remise des offres)
ICHTIME et FSD2 étant les Indices du mois de reconduction du marché public moins quatre mois

- **Prestations hors forfaits - Main d'œuvre :**

$$P1 = Po * 0,15 + (0,85 \frac{ICHTIME}{ICHTIMEo})$$

- **Prestations hors forfaits – Forfait de déplacement :**

$$P1 = Po * 0,15 + (0,85 \frac{TCH}{TCHo})$$

TCH : indice prix à la consommation « transports, communication et hôtellerie »

Le coefficient de revente n'est pas révisable.

Tous les indices sont publiés au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes, au Bulletin mensuel des statistiques de l'INSEE et dans le Moniteur.

Les prix sont calculés par arrondis au millième supérieur.

Le prix calculé par application de la formule paramétrique est le prix maximum que le Titulaire peut proposer : le Titulaire dispose de la possibilité de retenir un prix inférieur à ce calcul, sur toutes ou partie des références de l'annexe financière.

En cas de disparition de l'indice de référence en cours d'exécution du marché, l'indice officiel de substitution est automatiquement appliqué en remplacement, par les parties. En l'absence d'indice officiel de substitution, les parties pourront substituer un indice adapté à la structure des coûts du marché par avenant.

Clause de sauvegarde : Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, l'Etablissement support se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3% l'an.

ARTICLE 18 MODALITES DE REGLEMENT

18.1 Présentation des factures

▪ **Périodicité**

Prestations forfaitaires : le Titulaire fait parvenir une facture trimestriellement, correspondant au montant des prestations effectuées.

Prestations hors forfaits : toute prestation hors forfait est facturée suite à son exécution. Les factures sont détaillées : nombre d'heures de main d'œuvre, coût horaire, prix des fournitures et/ou pièces. Le prix des pièces détachées non listées à l'article 2 – A) de l'Annexe financière doit être justifié par la facture d'achat du fournisseur du fournisseur du Titulaire auquel est appliqué le coefficient de revente figurant dans l'annexe financière.

▪ Mentions

Outre les mentions légales, les factures afférentes au présent marché public comportent les mentions suivantes :

- Date d'émission de la facture ;
- Nom complet et adresse du Titulaire ;
- Numéro individuel d'identification (SIRET) ;
- Numéro d'identification à la taxe sur la valeur ajoutée du prestataire (n° de TVA intracommunautaire) ;
- Numéro de son compte postal ou bancaire, tel que précisé à l'acte d'engagement ;
- Nom complet et adresse de l'Etablissement ;
- Code d'identification du service de l'Etablissement en charge du paiement ;
- Références du marché public ;
- Date d'exécution de la prestation ;
- Désignation et référence précise de la prestation exécutée ;
- Quantité exécutée ;
- Coût unitaire hors TVA de la prestation ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total HT et TTC.

▪ Envoi de factures dématérialisées

Les factures du Titulaire sont transmises de manière dématérialisée sur le portail de facturation CHORUS PRO. L'application CHORUS PRO est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par l'Ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le code service exécutant.

Le n° EJ et le code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'Etablissement informe le Titulaire par tout moyen et l'invite à s'y conformer en utilisant ce portail.

18.2 Délai de paiement

Conformément à l'article R 2192-11 du code de la commande publique, le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Etablissement.

Toutefois, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Les factures étant transmises de manière dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'Etablissement du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture, conformément à l'article 2-1 du Décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date d'émission du bon de commande.

18.3 Suspension du délai de paiement

Le délai de paiement peut être suspendu dans la limite d'une fois s'il est constaté que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incomplètes.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception. Elle précise les raisons imputables au Titulaire, qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

18.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché public fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et des sous-traitants payés directement, et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

18.5 Avances

Il est fait application de l'option B de l'article 11.1 du CCAG/FCS. Le taux de l'avance applicable est donc le taux minimum prévus à l'article R2191-7 du Code de la commande publique : une avance de 5% est accordée au Titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

La demande d'avance est formalisée dans l'acte d'engagement ou la déclaration de sous-traitance. Si aucune case n'est cochée, le Titulaire ou le sous-traitant est réputé y avoir renoncé.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

ARTICLE 19 PENALITES

▪ Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, lorsque l'Etablissement envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai minimal de huit (8) jours calendaires. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le Titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant du

bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont déduites directement des factures présentées.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour l'Etablissement support, de résilier le marché dans les conditions définies à l'article 20 ci-après. Si le montant total des pénalités cumulées atteint 10% du maximum annuel en valeur du marché public, l'Etablissement support peut mettre en œuvre la procédure de résiliation dans les conditions définies à l'article 20 du présent CCAP.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, il est appliqué les pénalités de retard suivantes :

- Pour tout retard dans la réalisation d'une **opération de maintenance préventive** :
 - 250 euros par jour calendaire de retard pour les huit (8) premiers jours de retard ;
 - 500 euros par jour calendaire de retard à partir du neuvième (9^{ème}) jour de retard ;
- Pour tout retard dans les interventions de maintenance corrective (cf. délai d'intervention défini au CCTP) :
 - 200 euros jour calendaire de retard ;
- Pour tout retard dans la **remise de documents ou dans leur mise à jour** (liste du personnel d'intervention, calendrier prévisionnel annuel des interventions, fiche d'intervention, inventaire annuel détaillé, synoptiques, signalisation, rapport d'évaluation technique, etc.) :
 - 100 euros par jour calendaire de retard ;
- Pour tout retard dans la transmission du plan de prévention :
 - 200 euros par jour calendaire de retard ;
- **Autres pénalités applicables :**
 - Pour non-respect des règles d'hygiène et de sécurité :
 - 200 euros par cas constaté

En outre, les coûts de nettoyage et de mise en sécurité de la zone de travail seront à la charge du Titulaire.

- Pour non-respect de toute autre obligation définie au marché public :
 - 50 euros pas constat.
- Dans le cas où les formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail ne sont pas remplies, le Titulaire encourt des pénalités, au plus, égal à 10% du montant du marché sans excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 20 RESILIATION

En cas de résiliation, il est fait application du chapitre 7 du CCAG/FCS. Les motifs de résiliation applicables sont complétés par les dispositions du présent CCAP.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Conformément à l'article 45.1 du CCAG/FCS, le Titulaire est informé que l'Etablissement peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant.

ARTICLE 21 LITIGES ET RECOURS

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le Titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché public. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché public, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforcent de régler par voie amiable les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché public.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG/FCS, le mémoire en réclamation du Titulaire doit être communiqué à l'Etablissement dans le délai de trente jours courant à compter du jour où le différend est apparu.

En cas de litige sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché public, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 37 du CCAG/FCS, le Tribunal Administratif de Rennes est compétent pour trancher le litige.

CHAPITRE 5. DEROGATIONS AU CCAG / FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS dans tous les cas où ses dispositions sont contraires à celles du présent CCAP, qui l'emportent, notamment :

Nature de la dérogation	Article du CCAP	Article du CCAG/FCS
Pièces contractuelles	8	4.1
Conduite des prestations par une personne nommément désignée	12.1	3.4.3
Sous-traitance	13	3.6.2
Bons de commandes et Ordres de service	14.2	3.7.2 et 3.8.2
Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	16.6.1	6.2
Protection de l'environnement	16.6.2	7.2
Forme des notifications et informations	16.8	3.1.2
Pénalités	19	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
Résiliation pour motif d'intérêt général	20	38 et 42
Règlement des différends entre les parties	21	46.2